IVG : 92% des Français considèrent qu'un avortement laisse «des traces psychologiques»

Article rédigé par Le Figaro, le 07 octobre 2020

Source [Le Figaro] Une proposition de loi pour allonger le délai légal d'accès à l'IVG sera débattue à l'Assemblée jeudi 8 octobre. Un sondage Ifop commandé par l'association pro-vie Alliance Vita analyse le point de vue des Français sur l'avortement.

À la veille du débat parlementaire prévu jeudi 8 octobre, sur une proposition de loi de deux députées écologiste et ex-LREM, visant à allonger le délai légal d'accès à l'IVG de 12 à 14 semaines de grossesse, l'IFOP publie un sondage sur «les Français et l'IVG», commandé par l'association pro-vie - c'est-à-dire, opposée à l'avortement - Alliance Vita, et réalisé du 30 septembre au 1er octobre 2020.

• 51% des Français jugent «préoccupant» le nombre d'IVG pratiqués chaque année en France

Sur le nombre d'avortements pratiqués chaque année (232.200 avortements en 2019 pour 753.000 naissances), les Français semblent particulièrement divisés, puisque, 51% (52% en 2016) jugent cette situation *«préoccupante car avorter reste un acte que l'on préférerait éviter»*, tandis que 49% (48% en 2016) jugent la situation *«normale car avorter est un acte auquel les femmes peuvent être exposées au cours de leur vie»*.

À noter qu'en 2014, <u>un précédent sondage Ifop</u>, réalisé cette fois pour *Sud-Ouest dimanche*, montrait que 75% des Français se disaient favorables à une IVG sans restriction. À l'inverse, un quart des personnes interrogées estimaient qu'il fallait poser des limites à l'avortement.

• 92% des Français considèrent qu'«un avortement laisse des traces psychologiques difficiles à vivre pour les femmes»

En revanche, pour revenir au sondage IFOP pour Alliance Vita, publié ce 7 octobre 2020, l'avis des Français concernant l'impact psychologique d'un avortement sur une femme paraît beaucoup plus tranché. Ainsi, 92% des personnes interrogées considèrent qu'«un avortement laisse des traces psychologiques difficiles à vivre pour les femmes». Ils étaient 89% en 2016.

Dans le détail, 50% des femmes et 35% des hommes répondent «oui, tout à fait» à cette question, tandis que 42% des femmes et 57% des hommes répondent «oui, plutôt» à la question.

«Au fur et à mesure des années, cela confirme que le ressenti des Français est bien que l'avortement laisse des traces psychologiques, ce qui contredit ce que le gouvernement affirme sur son site officiel d'information sur l'IVG», commente Caroline Roux, déléguée générale adjointe d'Alliance Vita, interrogée par Le Figaro. Le gynécologue Philippe Faucher, cité sur le site ivg.gouv.fr, affirme en effet qu'il «n'y a pas de séquelle à long terme psychologique de l'avortement»... tout en ajoutant que certaines femmes «sont tristes» ou «pleurent» et qu'il ne faut pas hésiter alors à consulter un psychologue.

«Je coordonne les services d'écoute pour femmes enceintes chez Alliance Vita, et on est témoin de tous les dilemmes et hésitations autour de l'avortement, reprend Caroline Roux. Je ne dis pas que cela concerne toutes les femmes, mais beaucoup confient être marquées psychologiquement, même de nombreuses années

après. Il y a beaucoup de déni sur ce sujet.»

• 73% des Français pensent que «la société devrait davantage aider les femmes à éviter le recours à l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) ».

En outre, 73% (72% en 2016) des Français interrogés pensent que «la société devrait davantage aider les femmes à éviter le recours à l'Interruption volontaire de grossesse (IVG)». Un positionnement intéressant alors qu'un rapport de la DREES a constaté en 2019, une hausse des IVG en França - tandis que les Français ont largement recours à la contraception.

• 84% des Français pour réintégrer le détail des aides aux femmes enceintes dans le livret officiel d'information des consultations pour IVG

Une autre question formulée par ce sondage porte sur le livret officiel d'information remis aux femmes enceintes qui consultent en vue d'une IVG. Ce livret comporte uniquement des indications sur les démarches pour avorter. Or, une proposition a été faite - soutenue par Alliance Vita - pour modifier le livret, en y réintégrant le détail des aides (sociales, psychologiques, financières) aux femmes enceintes et aux jeunes mères, comme cela était fait jusqu'en 2001. Or, 84% des Français se disent favorables «à cette proposition d'intégrer dans ce livret officiel le détail des aides aux femmes enceintes et aux jeunes mères».

• 88% des Français favorables à une étude des causes et conséquences de l'avortement pour favoriser sa prévention

Enfin, après avoir relevé que la France détient un taux élevé d'avortement, soit une IVG pour un peu plus de trois naissances, tout en étant l'un des pays du monde où les femmes ont le plus recours à l'avortement, le sondage demande l'avis des Français sur l'opportunité d'un lancement, par les pouvoirs publics, d'une «véritable prévention de l'avortement» en conduisant «une étude pour analyser les causes, les conditions et les conséquences de l'avortement». Cette fois, 88% des personnes interrogées se montrent «favorables» à cette proposition.